

Onde de choc au sein des réseaux du fact-checking : que se cache-t-il derrière la disparition subite de l'officine Fact & Furious ?



[Source : FranceSoir]

ENQUÊTE – Depuis plusieurs mois, FranceSoir enquête sur la « harcelosphère » qui gravite autour de l'IHU Méditerranée dirigé par le Pr Raoult, mais aussi sur le rôle et le fonctionnement des organes de fact-checking qui ont décrété tout au long de la crise du Covid-19 quelle était la vraie de la fausse information. La présente investigation plonge dans les arcanes de la communauté des fact-checkers et s'intéresse plus spécifiquement au cas du site Fact & Furious, des pratiques douteuses de son fondateur, de son ascension aussi fulgurante que sa disparition, de son réseau opaque et tentaculaire.

La confiance de la population française dans ses médias d'information est au plus bas niveau : seuls 26 % des Français déclarent avoir confiance dans les médias *mainstream*, selon un sondage MIS Group réalisé pour FranceSoir et BonSens.org en novembre 2020. L'onde de choc sur les réseaux sociaux suscitée par la nouvelle de la fermeture soudaine du site Internet de Fact & Furious ce 26 novembre 2022, en amont de la parution de cette enquête, risque de ne rien arranger. Présenté dans la presse comme un « *média indépendant de fact-checking* », ce site controversé et son directeur, le sulfureux Antoine Daoust, ancien militaire de 39 ans reconverti à l'occasion de la crise du Covid-19 en chasseur « *de complotistes et d'anti-vax* », sont au cœur de la tourmente depuis les premières révélations de Malika Daoust, son épouse, mardi 22 novembre sur la chaîne YouTube d'Idriss Aberkane

Violences conjugales, coups et blessures aggravés sur mineur, menaces de morts, mercenariat, manipulation de l'information pour le compte de commanditaires, falsification de tests PCR, déboire judiciaire... loin de l'image médiatique de l'homme honnête, désintéressé et désireux de déjouer les contrevérités, c'est un tout autre portrait d'Antoine Daoust que brosse sa femme : « *Un homme violent, menteur et manipulateur, même auprès de sa famille* ». Un récit accablant dont cette mère de famille a initialement voulu faire part à l'Agence-France presse qui, d'après son témoignage, a couvert l'affaire de façon à protéger le fact-checker revendiqué.

Cette affaire révèle un scandale qui vient jeter un pavé dans la mare des réseaux étroits et coordonnés du fact-checking, ébranlant ainsi une

crédibilité déjà bien entamée.

De l'information vraie au blanchiment de fausses informations

Les Décodeurs du Monde, Checknews de Libération, l'AFP Factuel, Fakes Off de 20 Minutes, Les Observateurs de France 24... ces dernières années, les rubriques de fact-checking ayant vocation à prétendument rétablir « la vérité » et lutter contre les fausses informations se sont multipliés. Dans un monde au sein duquel règne une profusion d'informations, parfois vraies, parfois fausses, une rubrique qui permet de faire le tri peut, sur le principe, s'avérer un outil d'orientation utile.

En revanche, puisque l'information émane de la presse publique et privée, dont l'indépendance est souvent l'objet de critiques – dépendance aux actionnaires, à l'État, à un parti pris idéologique : les raisons ne manquent pas – un média indépendant et autonome en charge de sa vérification semble, en dehors de la vérification par d'autres pairs, l'un des moyens les plus légitimes pour acquérir aux yeux du grand public une crédibilité en la matière.

Comme le rappelait Fabrice Fries, PDG de l'AFP, lors de la cinquième édition de Médias en Seine mardi 22 novembre, à laquelle FranceSoir était présent :

« Le fact-checking est souvent confondu avec la vérification. Or, la vérification, c'est quelque chose de très différent. C'est quelque chose que tous les médias sont censés faire : vérifier avant de publier son propre contenu. Le fact-checking porte sur des contenus de tiers et qui sont déjà publiés. C'est très différent. »

C'est dans ce contexte qu'intervient Fact & Furious, un site Internet décrit dans la plupart des médias comme un « *site indépendant de fact-checking* », dont les publications ont été régulièrement reprises par divers organismes de presse aussi bien en France qu'à l'étranger. Un site de vérification des faits apparu soudainement dans le paysage médiatique dont l'ascension sera aussi rapide qu'étrange. Après avoir obtenu rapidement un certificat IPG délivré par le ministère de la Culture, lui octroyant un statut de site « d'information politique et générale », le site a décroché un prestigieux contrat de collaboration avec l'Agence France Presse dans le but de collaborer à la lutte contre la désinformation.

Au cœur de l'enquête sur Fact & Furious

Quel était le rôle de Fact & Furious ? Vérifier loyalement des informations publiées par des tiers ou bien « blanchir » de fausses informations ? Et qui est vraiment Antoine Daoust, le propriétaire du site ? Que se cache-t-il derrière l'ascension fulgurante de Fact & Furious ?

Cette investigation de plusieurs mois menée par FranceSoir et puis plus

récemment par l'essayiste Idriss Aberkane, révèle un scandale de nature à ébranler la crédibilité et la probité du système médiatique français.

Lanceuse d'alerte, Mme Daoust a décidé de sortir du silence en prenant contact avec FranceSoir, certains membres de l'association BonSens.org (depuis mars 2022) et Idriss Aberkane dans le but « *de dévoiler à tout le monde qui est Antoine Daoust* » et quelle est la « *vraie vérité* » derrière la création de Fact & Furious, organe qui détient un contrat de collaboration avec l'AFP et de supposés liens étroits avec Rudy Reichstadt, directeur de ConspiracyWatch, ou bien encore Tristan Mendès France, membre de l'observatoire du conspirationnisme.

Censurée par les fact-checkeurs, cette mère de famille rapporte également les violences (psychologiques et physiques) dont elle et sa fille ont été victimes sous la coupe de son mari, et des coups et blessures aggravés qui font aujourd'hui l'objet d'une plainte. Cette situation est devenue suffisamment préoccupante pour attirer l'attention immédiate du président de la République, Emmanuel Macron...